

**Mémoire présenté dans le cadre des consultations
prébudgétaires de 2019**

Par : Amgen Canada Inc.

Liste des recommandations

- **Recommandation 1 :** Amgen recommande que le gouvernement fédéral conserve une participation des assureurs privés dans la mise en œuvre d'un programme national d'assurance-médicaments afin de garantir une adoption anticipée et à grande échelle de nouveaux produits novateurs, et un effet positif sur la productivité.
- **Recommandation 2 :** Amgen recommande que le gouvernement fédéral adopte une approche équilibrée quant à la modernisation des pouvoirs réglementaires du Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés (CEPMB) étant donné sa corrélation aux investissements dans la recherche et le développement, et le maintien de la qualité des soins.
- **Recommandation 3 :** Puisque le Canada cherche à devenir un chef de file dans l'analyse des données massives et l'intelligence artificielle, Amgen invite le gouvernement fédéral à signaler son engagement envers ces investissements en favorisant davantage les partenariats publics-privés dans l'infrastructure de données massives afin d'aider le Canada à prendre la position de tête et à engendrer la prochaine génération d'avancées médicales qui lui permettra d'être concurrentiel à l'échelle internationale.

Amgen met en pratique la science et l'innovation afin de lutter contre les maladies graves et d'améliorer grandement la vie des gens. Avec son siège social canadien situé dans la grappe biomédicale dynamique de Mississauga et des installations de recherche en Colombie-Britannique, la société affiliée canadienne d'Amgen est un important contributeur au secteur de la biotechnologie du Canada depuis 1991.

Amgen Canada dessert les patients en leur offrant des médicaments essentiels et contribue à l'élaboration de nouveaux traitements ou de nouvelles utilisations des médicaments existants en partenariat avec les principaux organismes de la santé, de l'enseignement, de la recherche, du gouvernement et des patients du Canada. Des dizaines de milliers de Canadiens utilisent les médicaments d'Amgen chaque année et des milliers de plus s'inscrivent à nos études cliniques qui produisent la prochaine génération d'innovations.

Amgen tient à remercier le Comité des finances du gouvernement fédéral pour l'occasion qui lui est offerte de partager ses opinions sur la productivité et la compétitivité du Canada. Nous tenons à attirer votre attention sur deux enjeux politiques qui évoluent actuellement et qui pourraient avoir une incidence sur la productivité canadienne (le régime national d'assurance-médicaments et la réforme du CEPMB) et sur un domaine d'intérêt afin de consolider le secteur des sciences de la vie du Canada (l'analyse des données massives et l'intelligence artificielle).

Recommandation 1 : Amgen recommande que le gouvernement fédéral conserve une participation des assureurs privés dans la mise en œuvre d'un programme national d'assurance-médicaments afin de garantir une adoption anticipée et à grande échelle de nouveaux produits novateurs, et un effet positif sur la productivité.

Amgen appuie l'idée qu'aucun Canadien ne doit se voir refuser l'accès aux médicaments pour des raisons financières. C'est pourquoi les réformes du système proposées doivent assurer l'accessibilité à plusieurs options de traitement, et respecter le choix des patients et des professionnels de la santé. Nous avons adopté l'idée d'un programme national d'assurance-médicaments qui offre aux Canadiens un plus grand accès et non un accès moindre. Cependant, un nouveau système doit tenir compte des avantages d'une participation de l'assurance privée afin de ne pas réduire la couverture actuelle. Lorsqu'il y a environ 22,5 millions de Canadiens qui sont actuellement couverts par un régime de médicaments privé¹, apporter des changements globaux ne sera pas seulement coûteux pour le public, mais cela peut aussi détourner des fonds qui pourraient possiblement être réinvestis afin de fournir un plus grand accès. Puisque les assureurs privés ont traditionnellement offert plus rapidement des produits que le système public, une structure qui comprend les deux types de souscripteurs assurera l'adoption anticipée de médicaments novateurs et permettra la priorisation de la productivité de ceux qui sont couverts.

Retarder l'accès à des médicaments novateurs peut entraîner des résultats dramatiques, y compris des visites coûteuses dans les hôpitaux, une administration pharmaceutique d'urgence et même des soins à long terme. Au bout du compte, cela engendrait plus de coûts au système de santé. Afin d'illustrer ce point, le Conference Board du Canada a démontré au moyen d'une étude de 2013 que de nouvelles innovations pharmaceutiques pour lutter contre l'asthme et la polyarthrite rhumatoïde pourraient aider à réduire les prestations progressives d'assurance maladie et d'assurance sociale de plus de 2,9 milliards de dollars entre 2013 et 2030². De plus, durant cette même période, l'étude a indiqué que l'innovation pharmaceutique dans le domaine des aides de sevrage du tabac sur ordonnance entraînerait la prévention de plus de 4 400 cas de maladies chroniques².

Les patients dans le monde pourraient vivre plus longtemps, être plus en santé et mener une vie plus productive en grande partie grâce à l'accès à des médicaments qui préviennent, traitent et guérissent les maladies mortelles. Les médicaments novateurs peuvent réduire les visites à la salle d'urgence et aider à gérer les complications liées aux maladies et les comorbidités; deux phénomènes qui sont associés à des coûts globaux plus élevés que les médicaments eux-mêmes³. Un système de santé qui soutient l'innovation est la meilleure façon d'améliorer la productivité et de réduire l'ensemble des coûts; en tenant compte qu'offrir des soins de qualité est souvent moins onéreux à long terme. Des données probantes indiquent que le coût de l'innovation pharmaceutique est compensé par la réduction des pertes dans les ressources et la productivité en santé qui sont associées aux maladies : en 2012, les 1,22 milliard de dollars dépensés dans les traitements pharmaceutiques ont généré une contrepartie dans les prestations d'assurance maladie et d'assurance sociale de près de 2,44 milliards de dollars².

Bien que plusieurs considèrent l'implantation d'un programme national d'assurance-médicaments comme étant un exercice qui vise à réduire le prix des médicaments, il est essentiel de se rappeler que ces coûts représentent une petite portion du total des frais du système de santé. Le changement dans la démographie et le fardeau des maladies chroniques auront une incidence beaucoup plus grande. Pour toutes les catégories de médicaments étudiées par le Conference Board du Canada (contre les maladies cardiovasculaires, le diabète, l'asthme et la polyarthrite rhumatoïde, et les aides de sevrage du tabac sur ordonnance), le ratio des prestations d'assurance maladie et d'assurance sociale en comparaison aux coûts des traitements sera plus élevé en 2030 qu'en 2012. De plus, l'organisme estime que les avantages combinés liés à l'utilisation de produits biologiques dépasseront le coût des traitements de 60 % en 2030². Par conséquent, lorsque nous proposons et mettons en œuvre des changements, nous devons le faire de façon réfléchie et en délibération; tout en gardant à l'esprit les avantages de conserver une structure publique et privée. Des améliorations doivent découler de l'innovation et des investissements dans de nouveaux traitements afin de donner aux patients un accès rapide aux médicaments qui leur permettront de mener une vie plus productive.

Recommandation 2 : Amgen recommande que le gouvernement fédéral adopte une approche équilibrée quant à la modernisation des pouvoirs réglementaires du Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés (CEPMB) étant donné sa corrélation aux investissements dans la recherche et le développement, et le maintien de la qualité des soins.

Malgré des avancées importantes dans la médecine, plusieurs maladies chroniques exigent de nouveaux traitements. L'investissement dans les essais cliniques est par conséquent essentiel, car ils offrent aux Canadiens un accès anticipé à des traitements novateurs qui peuvent sauver des vies. Cet investissement augmente également la probabilité que les fournisseurs de soins de santé et les hôpitaux adoptent de nouveaux médicaments pour offrir de meilleurs soins aux patients. L'investissement dans les essais cliniques d'aujourd'hui devient la qualité des soins de demain.

Le Canada représente le deuxième plus grand site d'essais cliniques pour Amgen à l'extérieur des États-Unis. Des données comparatives abondantes et à jour constituent l'une des principales raisons de ce fait. Une autre est la compréhension qu'Amgen mettra en marché des produits une fois les essais terminés et leur adoption se fera en temps opportun, en particulier pour les Canadiens qui sont inscrits et qui souhaitent continuer d'utiliser le médicament. Plusieurs des réformes actuellement proposées par le CEPMB pourraient avoir une incidence sur le moment où le médicament est lancé ou sur son lancement tout court au Canada; ce qui pourrait influencer la décision d'effectuer des essais cliniques ici. Quoiqu'elles semblent séparées des enjeux de la productivité et de la compétitivité du Canada, les

décisions qui compliquent le processus de lancement de produits, dans les faits, nuisent à notre capacité de faire progresser la recherche et le développement, et en fin de compte, empêchent l'élaboration de médicaments novateurs nécessaires pour contrer les maladies complexes auxquelles sont confrontés les Canadiens.

Ainsi, la réforme du CEPMB doit être gérée de façon équilibrée. Même si nous reconnaissons le besoin de moderniser et d'ajuster le système de santé actuel, de nouvelles directives ne devraient pas se faire au détriment du cadre d'exploitation des entreprises pharmaceutiques novatrices. Bien qu'Amgen ait démontré une volonté de collaborer avec Santé Canada et le CEPMB quant à la modernisation du processus, indiquant de façon constante sa volonté de négocier avec les souscripteurs; nous croyons que l'étendue des changements réglementaires actuellement proposés va bien au-delà d'une réduction raisonnable des prix plafonds. Nous tenons à rappeler au comité que les défis auxquels est confronté le système de santé dépassent les dépenses pour les médicaments brevetés. En fait, de la tranche de 14 % des dépenses faites pour les médicaments sur ordonnance en 2017⁴, seulement une partie (6,8 %) de ceux-ci étaient brevetés⁵. Il est également important de noter que les données sur les dépenses du PMPRB dans le cadre du programme public de médicaments entre 2012 et 2016 ont démontré que le prix des médicaments brevetés demeurait stable^{5 et 6}. Alors, tandis que le coût des médicaments est une cible facile, les défis que représente la durabilité du budget de la santé exigent une approche globale, appliquée à l'ensemble du système. Restreindre la discussion au prix des médicaments sur ordonnance ne tient pas compte du portrait général et sera certainement plus coûteux pour le pays à long terme.

Recommandation 3 : Puisque le Canada cherche à devenir un chef de file dans l'analyse des données massives et l'intelligence artificielle, Amgen invite le gouvernement fédéral à signaler son engagement envers ces investissements en favorisant davantage les partenariats publics-privés dans l'infrastructure de données massives afin d'aider le Canada à prendre la position de tête et à engendrer la prochaine génération d'avancées médicales qui lui permettra d'être concurrentiel à l'échelle internationale.

Puisque le Canada cherche à devenir un chef de file dans les domaines de l'IA et de l'analyse des données massives, les investissements d'Amgen dans des preuves concrètes, des essais cliniques et des partenariats de valeur, s'harmonisent à cet objectif. Lorsque le premier ministre Trudeau a rencontré Bob Bradway, notre directeur général mondial, en février dernier, la conversation était centrée sur le potentiel que le Canada représente dans ce domaine. Nous souhaitons bâtir sur cette conversation. En tant que société, Amgen élabore des produits biologiques, des médicaments qui sont plus complexes et par conséquent, plus coûteux à produire. Nous croyons que la valeur et l'incidence que nos produits ont sur les patients ne peuvent être entièrement démontrées que si les résultats qu'ils produisent, en comparaison aux autres interventions, sont mesurés. C'est pourquoi nous sommes d'ardents défenseurs des analyses des données dans le contexte d'un système de santé basé sur la valeur; lequel est axé vers la prestation des meilleurs résultats possible aux patients.

De nouvelles connaissances en matière de gestion des patients et de nouveaux résultats seront issus de l'analyse des données massives et de l'intelligence artificielle au cours de la prochaine génération de médicaments sur ordonnance novateurs. Se fiant traditionnellement aux décisions cliniques, les membres de la communauté du système de santé se dirigent vers une médecine fondée sur les preuves, s'appuyant plutôt sur un examen systématique automatisé de toutes les données cliniques accessibles avant de prendre des décisions⁷. Une étude réalisée par le McKinsey Global Institute prévoit des économies annuelles de plusieurs milliards de dollars grâce à l'utilisation de l'analyse des données massives afin de moderniser la façon dont les soins cliniques sont offerts, en effectuant analyse

exhaustive des données sur les patients et les résultats, et en comparant l'efficacité des diverses interventions⁷. Par conséquent, des soins aux patients personnalisés offrent de la valeur tout en réduisant le fardeau des cliniciens et des économies au système de santé en fournissant le bon médicament au bon moment, et en éliminant les dépenses inutiles.

Les cas d'utilisation en faveur de l'analyse des données massives sont abondants : de la découverte des causes des maladies et du traitement de celles-ci aux exemples plus quantifiables axés sur les patients, comme la surveillance active afin d'éviter un événement indésirable, l'économie de temps par la réduction du nombre de tests demandés et la conservation des ressources en n'administrant un traitement qu'à ceux qui en profiteront⁷. De façon combinée, on évalue que le rendement des investissements représente entre 5 et 6 % des 228 milliards de dollars et plus dépensés par le gouvernement canadien dans le système de santé en 2016⁷ et ⁸. De plus, le coût des médicaments était mieux géré lors de l'utilisation de l'analyse des données massives au cours de projets pilotes grâce à des gains d'efficacité dérivés des opérations cliniques, de la gestion des formulaires et de la surveillance à distance des patients⁷. Les avantages sont simplement trop nombreux pour être ignorés.

Tous les intervenants, notamment les gouvernements, les cliniciens, les patients et le secteur pharmaceutique novateur, devraient adopter les nouvelles technologies qui utilisent l'analyse des données massives et l'intelligence artificielle pour aider à offrir des soins personnalisés. Amgen a toujours investi dans l'innovation et à mesure que les technologies du domaine de la santé évoluent, le débat doit inclure les investissements dans l'infrastructure privée afin d'aider à accroître les capacités du système. Un soutien gouvernemental des ententes de partenariat novateur entre le public et le privé aurait une grande incidence et indiquerait qu'il s'agit d'une priorité. Cela contribuerait également à assurer que le Canada demeure concurrentiel grâce à cette transition dynamique et complexe vers la prochaine génération de soins de santé.

Références

1. Le Conference Board du Canada (2017). *Understanding the Gap. A Pan-Canadian Analysis of Prescription Drug Insurance Coverage*, <http://innovativemedicines.ca/wp-content/uploads/2017/12/20170712-understanding-the-gap.pdf> [EN ANGLAIS SEULEMENT].
2. Le Conference Board du Canada (2013). *Reducing the Health Care and Societal Costs of Disease: The Role of Pharmaceuticals*, <https://www.conferenceboard.ca/e-library/abstract.aspx?did=5598> [EN ANGLAIS SEULEMENT].
3. IMS Institute for Health Care Informatics (2013). Avoidable costs in US health care: The \$200 billion opportunity from using medicines more responsibly, [Avoidable Costs in US Healthcare](#).
4. Institut canadien d'information sur la santé (2017). *Tendances des dépenses nationales de santé, 1975 à 2017*, <https://www.cihi.ca/sites/default/files/document/nhex2017-trends-report-fr.pdf>.
5. Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés (2016). *Rapport annuel 2016*, <http://www.pmprb-cepmb.gc.ca/view.asp?ccid=1334>.
6. Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés (2017). *CompassRx, 3^e édition : Rapport annuel sur les dépenses des régimes publics d'assurance-médicaments, 2015-2016*, http://www.pmprb-cepmb.gc.ca/CMFiles/NPDUIS/NPDUIS_CompassRx_2015-2016_f.pdf.
7. Inforoute Santé du Canada (2013). *Big Data Analytics in Health*, <https://www.infoway-inforoute.ca/fr/component/edocman/resources/technical-documents/emerging-technology/1246-big-data-analytics-in-health-white-paper-full-report> [EN ANGLAIS SEULEMENT].
8. Institut canadien d'information sur la santé (2016). *Tendances des dépenses nationales de santé*, https://secure.cihi.ca/free_products/NHEX-Trends-Narrative-Report_2016_FR.pdf.